

Les pratiques contemporaines de l'empowerment.

*Pour une analyse des interactions entre
pratiques et théories, individu-e-s et collectifs*

Ce numéro des *Cahiers du genre* interroge le concept d'*empowerment* dans une perspective féministe. Il questionne les contradictions et les paradoxes de son usage, les raisons du succès de son utilisation et la manière dont il circule par-delà les continents et les contextes sociétaux. Au sein des mouvements et des pensées féministes, les articles explorent les accords et les malentendus autour du sens qui lui est donné et des pratiques qui sous-tendent son utilisation. Cet article introductif aborde dans un premier temps les enjeux de la mobilisation du concept d'*empowerment*, naviguant, migrant, mutant entre débats, controverses et usages féministes. Il propose ensuite une exploration de la multiplicité des pratiques de l'*empowerment*, et ses interactions avec les différentes formes de pouvoir à l'œuvre. Dans un troisième point, il met en lumière la critique de la nature du pouvoir et de la figure de l'*homo oeconomicus* à travers la perspective de l'*empowerment*. Enfin, il interroge le sens des processus d'émancipation des femmes.

Mobiliser l'empowerment : entre controverses et usages féministes

L'*empowerment*, inscrit dans l'histoire des mouvements sociaux, est un paradigme mobilisé dans le cadre de l'intervention sociale et dans les politiques publiques. D'un point de vue

féministe, le processus d'*empowerment* considère la capacité d'élaborer une conscience critique par rapport aux enjeux sociaux, dans lesquels les femmes et les hommes s'inscrivent. Il traduit une lecture critique des discours, des pratiques, et des stratégies pour l'engagement et l'acquisition de pouvoir à l'échelle individuelle et collective. Dans les faits, ces idéaux sont parfois subvertis au profit d'une idéologie néolibérale, y compris féministe, qui pense les actrices et les acteurs uniquement mus par une rationalité économique. De même, le concept associé à celui de capacité est de plus en plus utilisé dans le sens de prendre en compte le contexte d'actions et de prise de décisions (autour de critères objectivables comme le type d'activités, le niveau des revenus notamment) et moins dans le sens d'émancipation collective et surtout de réflexion sur les raisons structurelles à la domination.

Le voyage de la notion d'*empowerment*, qui dure depuis près d'une cinquantaine d'années selon les sources, a été dans un premier temps particulièrement perceptible aux États-Unis. Cette singularité de la genèse et du contexte de diffusion de la notion d'*empowerment*, directement liée à la culture politique américaine, entraîne des difficultés de traduction, sans exclure toutefois sa possibilité de transposition dans la langue française (Dane 2007, p. 59). Ces vingt dernières années, l'*empowerment* a bénéficié d'un engouement sans pareil, le transformant non seulement en concept nomade (Christin 2010) et mondialisé, mais encore en véritable phénomène de mode dont l'avenir confirmera ou infirmera le bien fondé, particulièrement dans le monde de la recherche appliquée en sciences sociales, mais également dans le milieu académique.

La polysémie du terme fait que la notion revêt un sens précis en fonction de l'angle d'approche choisi, qu'elle soit traduite ou pas dans d'autres langues, de l'*empoderamiento* en Amérique latine (Charlier 2011) au 'pouvoir d'agir', qui, vu du Québec, semble être un compromis tout à fait acceptable pour sa traduction en langue française (Le Bossé 2003). Nonobstant cela, l'*empowerment* recouvre à la fois l'acquisition d'un pouvoir, mais aussi un processus d'apprentissage pour y accéder. Au regard des difficultés de traduction de la notion en langue française, le terme employé dans cet article introductif, mais également dans

l'ensemble des contributions du présent dossier, est celui d'*empowerment* sans traduction, dont le sens est précisé tout au long des articles en fonction des contextes.

L'*empowerment* est mobilisé dans des études concernant de multiples objets. Ainsi, il révèle sa pertinence dans les recherches portant sur les transformations des différents ordres politiques et des États, les mouvements sociaux, les questions de citoyenneté (Jouve 2006), l'essor des politiques urbaines (Bacqué, Biewener 2013a), la participation des citoyens, des citoyennes aux questions de démocratie participative (Bacqué, Biewener 2013b), les études sur le développement (Calvès 2009), *etc.* Dans la littérature scientifique, de manière générale, la question des rapports de pouvoir femmes-hommes y est peu prise en compte, à de notables exceptions près, et notamment dans les recherches situées dans le champ de l'économie solidaire des pays des Suds (Charlier 2006), de la microfinance (Guérin 2011), du développement — tant du point de vue académique (Kabeer 2001 ; Biewener, Bacqué 2011) que des ONG (Batliwala 2010) —, des mouvements de femmes (Fortin-Pellerin 2006), des associations féministes et de défense des droits des femmes (Marteu 2012), ou encore de l'éducation des femmes (Stromquist 2002).

Explorer la multiplicité des pratiques de l'*empowerment*

Les différentes contributions réunies dans ce numéro mettent l'*empowerment* à l'épreuve du genre, dans différents contextes économiques, sociaux, géographiques, environnementaux, *etc.* La diversité des contributions des auteur-e-s, aussi bien actives que chercheuses et chercheurs, appartenant à différentes générations et disciplines, permet de décliner leurs réflexions et leurs analyses sous des formes variées (entretien avec une professionnelle de terrain, traduction d'un texte de référence en langue espagnole et articles scientifiques). De manière transversale, l'ambition du numéro est de saisir les effets de la circulation du concept d'*empowerment* à travers une diversité des lieux d'observation, aussi bien dans les pays des Suds (Inde, Colombie, Brésil, Sénégal, *etc.*) que ceux du Nord (France, États-Unis), dans des contextes ruraux et urbains, tout en abordant les thématiques du développement comme d'autres problématiques de

recherche. Comme en témoigne le titre du dossier centré sur les « Pratiques de l'*empowerment* », les différents textes appréhendent le concept d'*empowerment* essentiellement à partir des situations vécues par les actrices. Tout en intégrant et en mobilisant l'abondante littérature critique sur le concept, autour des phénomènes de reproduction de la domination masculine à travers la 'captation' et l' 'exploitation' du travail des femmes notamment (Destremau 2013), les auteur·e·s se proposent également de déplacer la focale d'analyse en interrogeant sa validité et les modalités de son utilisation dans des contextes situés, mais également de le recontextualiser en fonction des différentes approches féministes dans lesquelles elles et ils s'inscrivent. De manière transversale, il s'agit de mettre l'accent sur la manière dont l'*empowerment* est utilisé, approprié, modifié, traduit, etc.

Le texte traduit de l'espagnol de la sociologue colombienne Magdalena León est extrait de son introduction à un ouvrage collectif paru sous sa direction il y a déjà vingt ans, où elle présentait une série de traductions de textes portant sur l'*empowerment* en différentes langues, sous le titre *Poder y empoderamiento de las mujeres* (León 1997a). Ce texte a précisément été choisi car il a fait date et il est régulièrement cité comme une référence en la matière, aussi bien pour les chercheuses féministes et le milieu académique que pour les praticiennes féministes œuvrant sur des terrains en Amérique du Sud. Par ailleurs, ces dernières sont en interaction permanente entre elles, favorisant par là même la circulation, le partage et la co-construction des savoirs. Magdalena León y développe une mise en perspective théorique des différentes configurations des formes de pouvoir qui sous-tendent l'*empowerment*, tout en les articulant avec les multiples pratiques et positionnements féministes, jouant ainsi le rôle de passeuse entre les deux mondes (León 1997b).

Les diverses contributions du numéro explorent notamment les registres du développement : le développement local et les enjeux féministes de l'urbanisme sont perçus à travers les stratégies et les mobilisations quotidiennes des habitantes des quartiers populaires en Colombie. Dans l'entretien réalisé par les coordinatrices du numéro avec Marie-Dominique de Suremain, cette dernière exprime le souci permanent de faire travailler les

cadres théoriques et analytiques avec les réalités de terrain. La thématique du développement est également centrale dans d'autres textes du numéro, à partir de l'analyse des luttes menées par les femmes, en ce qu'elles révèlent notamment le poids des émotions et des affects dans les interactions quotidiennes (par exemple le texte d'Isabelle Guérin à propos de l'Inde du Sud et du Sénégal).

À partir du prisme analytique de l'*empowerment*, Héloïse Prévost aborde également l'actualité des mouvements sociaux, à travers un mouvement régional de travailleuses rurales du Nordeste brésilien. De même, deux articles questionnent les enjeux de l'activité professionnelle des femmes et de leur indépendance économique et symbolique en mobilisant la perspective de l'*empowerment*. Dans la contribution d'Alexis Annes et de Wynne Wright, ces enjeux sont analysés à partir des pratiques de diversification agricole en France et aux États-Unis initiées par les agricultrices. Nathalie Lapeyre les appréhende à travers l'étude des logiques des programmes de formation visant à 'développer' les carrières des femmes cadres au sein des grandes entreprises, formations initiées dans un contexte de mise en œuvre des politiques d'égalité professionnelle femmes-hommes.

Au-delà de cette diversité thématique et empirique, l'ensemble des articles démontre — en apportant toute la palette de nuances requises — l'intérêt de l'utilisation de l'*empowerment* comme méthode et comme outil d'analyse des pratiques sociales. La mise à l'épreuve de la réalité quotidienne du concept d'*empowerment* permet non seulement une appréhension multi-niveaux des formes de pouvoir, mais encore une variation des échelles d'analyse (individuelle, méso et macro sociale) des cadres théoriques de la domination.

Critiquer la nature du pouvoir et la figure de l'*homo oeconomicus* à travers la perspective de l'*empowerment*

Une lecture transversale de l'ensemble des articles permet de dégager des lignes d'articulation au-delà de la diversité des pratiques et des contextes d'usage de l'*empowerment* : celui-ci interroge la nature du pouvoir et les référentiels sociétaux globaux, à travers la critique de la figure dominante de l'*homo*

oeconomicus qui éclipse la réflexion sur le sens social, la portée politique — et féministe — des actions des individu·e·s.

Le concept d'empowerment interroge fondamentalement la nature du pouvoir

Magdalena León rappelle l'importance des travaux de Jo Rowlands (s'appuyant sur l'œuvre de Steven Lukes 1974) dans la différenciation de quatre classes de pouvoir (reprises par toutes les auteur·e·s des articles de ce numéro) : le pouvoir sur, le pouvoir pour, le pouvoir avec et le pouvoir intérieur. Comprendre la nature de ces quatre dimensions du pouvoir est au fondement de la déconstruction d'une approche binaire du pouvoir. Les travaux de Michel Foucault et Jacques Derrida ont contribué à cette compréhension pluridimensionnelle du pouvoir même s'il revient aux recherches féministes d'appliquer la proposition théorique aux rapports de genre pour penser le pouvoir comme un processus.

Marianne Marchand et Jane Parpart mettaient toutefois en garde, dès 1995, sur l'ambiguïté du concept d'*empowerment*, utilisé à la fois dans une perspective postmoderne (donc critique du modèle de croissance économique fondé sur la modernisation et le progrès) et postcoloniale, c'est-à-dire qui dévoile la nature contingente du sujet capable de penser la réalité de son expérience et la complexité de son inscription dans une histoire circonstanciée : c'est toute la question de la puissance du langage et de l'analyse des discours, c'est-à-dire la manière dont, par l'*empowerment*, les personnes pensent et donnent du sens à leurs expériences de vie). L'ambiguïté tient au fait que le concept d'*empowerment* est aussi détourné de sa visée d'émancipation collective et politique par les féministes libérales qui l'ont utilisé pour penser uniquement l'autonomie et la liberté individuelle. Ainsi dès 1995, en raison de cette ambiguïté, ces autrices rappelaient les critiques de certaines féministes qui considèrent que la pensée féministe est suffisante pour penser les luttes, en particulier à partir du concept du « *point de vue situé* » (Harding 1987). Les craintes portaient particulièrement sur deux points : comment lutter au nom des femmes, si 'les femmes' n'existent pas ? (Alcoff Martín 1998) et n'y a-t-il pas, à trop insister sur les différences, un risque de dilution des luttes ?

Les auteurs et autrices du numéro sont bien au fait de tous ces débats. Isabelle Guérin, à partir de ses travaux sur la micro-finance dans une perspective d'économie sociale et solidaire, reprend cette critique de la binarité du pouvoir qui pense les hommes comme des individus rationnels, inscrits dans le marché et les femmes comme nécessairement solidaires et valorisant les collectifs. Magdalena León et Isabelle Guérin insistent sur la force de l'*empowerment* pour penser l'articulation entre une approche anti-utilitariste et féministe, mais également entre identités et rapports de pouvoir multiples, dans une perspective intersectionnelle. L'*empowerment* concerne la diversité des formes de pouvoir (le pouvoir comme rapport social dans la diversité des relations de pouvoir) : il est source d'oppression/domination lorsqu'on le subit, et d'émancipation si on en bénéficie ; le pouvoir est alors source de résistance et autant de défis. En Colombie, Marie-Dominique de Suremain montre que le travail des femmes dans les quartiers populaires a permis dans les années de politiques d'ajustement structurel de penser la communauté et d'œuvrer pour la chose commune face aux défaillances de l'État. Rendre visible ce travail (le sur-travail des femmes en réalité), était pensé comme de l'*empowerment* et les politiques de conscientisation des femmes, dans les mouvements comme Enda¹, leur ont permis de le revendiquer comme tel dans un processus de conscientisation des places conquises.

L'empowerment est aussi un outil de critique de l'homo oeconomicus qui ne permet pas de donner du sens social et politique à la diversité de ses inscriptions sociales.

Isabelle Guérin souligne l'intérêt de croiser l'*empowerment* avec une perspective postcoloniale et féministe pour bâtir une critique d'un modèle de développement uniquement fondé sur l'accumulation, le salariat et l'appropriation, alors que d'autres modèles sont pensés pour la survie des modes d'existence et de territoires de vie. La critique de l'utilisation de l'*empowerment* dans une vision néolibérale est pourtant complexe, car l'accès à des revenus propres est un levier d'autonomie et de

¹ Enda : Environnement, Développement Action. Association spécialisée dans l'environnement urbain, la gestion participative de l'habitat, la citoyenneté, le genre.

reconnaissance qui ne renvoie pas uniquement aux injonctions des instances internationales et conjointement des maris. Les articles du numéro montrent bien que la critique radicale de son détournement au bénéfice d'une vision et d'une manipulation néolibérales est assumée, pour autant la conscience de son utilisation par une rhétorique globale qui articule paternalisme et capitalisme ne justifie nullement l'abandon de son utilisation. L'*empowerment* est peut-être galvaudé, mais les auteur·e·s des articles continuent d'approuver sa pertinence. Sa valeur heuristique est liée à l'usage que les femmes en font, dans la diversité des contextes présentés, pour avancer, malgré tout, sur le chemin de leur émancipation.

L'entretien avec Marie-Dominique de Suremain a la valeur d'un retour sur expérience d'une agente de développement engagée : elle insiste sur l'importance de la philosophie d'action des ONG de développement qui s'appuie sur les expertises d'usage des femmes résidant dans les quartiers populaires. Pour cela, le concept d'*empowerment* est efficace car, associé à une approche d'éducation populaire, il contribue à accompagner les femmes dans la défense de leur point de vue. Dans la lutte, elles apprennent à comprendre les enchaînements et les articulations des jeux de pouvoir dans lesquels elles se trouvent prises. Partir des expériences pratiques permet de mettre en avant la variété des manières de penser l'émancipation : les institutions elles-mêmes reproduisent évidemment des schémas normatifs et leur manière de penser l'*empowerment* ne correspond pas nécessairement aux souhaits des sujets-femmes, d'autant qu'il existe une diversité de manière de penser leur autonomie selon les contextes (économique, relationnel, *etc.*) d'actions.

De fait, les femmes interrogent, en pratique et par l'apprentissage, dans le temps long et la répétition, le sens théorique de l'intersectionnalité : comme le raconte et l'analyse Héloïse Prévost, les paysannes brésiliennes apprennent à comprendre à la fois la diversité entremêlée des liens sociaux et des rapports de domination mais aussi la manière dont elles peuvent décliner la diversité de leur appartenance et se dire alors actrices multiples. L'analyse critique de leur appartenance à différents collectifs leur permet d'affirmer la diversité de leur combat politique : pour les droits des paysannes, des femmes noires,

des femmes lesbiennes. L'analyse des rapports de pouvoir s'en trouve complexifiée comme celle du sens des coopérations et des conflits (entre hommes et femmes mais aussi entre femmes selon la diversité de leurs statuts). L'*empowerment* s'inscrit dans cette complexité qui ne peut se résumer à lutter contre un ennemi unique et commun : le mari (renvoyant aux rapports sociaux du patriarcat), le capital (renvoyant aux rapports économiques du capitalisme). L'expérience pratique des femmes, marquée par l'attention à apprendre ensemble, à partir de la reconnaissance de leurs savoirs singuliers, les encourage à revendiquer une reconnaissance sociale et politique de 'leur' *empowerment* qui rime avec politisation et visibilisation de soi. Héloïse Prévost insiste : le processus d'*empowerment* individuel se bâtit grâce à la construction d'un 'nous' pluriel de « *travailleuses rurales diverses* ».

L'empowerment donne du sens aux dimensions affectives et émotionnelles des pratiques du faire ensemble : elles sont affirmées comme légitimes pour accepter de trouver de la joie, du plaisir pour soi et avec les autres. Les mots forts de Marie-Dominique de Suremain qui se remémore les propos des femmes des quartiers pauvres en Colombie claquent : se donner de la confiance pour refuser de se faire traiter de 'serpillière'. L'expérience de la réalisation du film collaboratif que relate Héloïse Prévost met en scène aussi des émotions : le fait de rire ensemble, de parler de choses intimes. Même si l'émotion et la compassion peuvent ne pas faciliter l'analyse des situations, les expériences des mouvements sociaux et des ONG analysées dans les articles, révèlent que ces éléments émotionnels sont revendiqués et vécus comme des pratiques qui servent l'*empowerment* car ce qui est en jeu, ce sont les formes de reconnaissance au sein du collectif et vis-à-vis de l'extérieur. Comme le dit Isabelle Guérin, la lutte pour la reconnaissance est un combat contemporain tout aussi fort que celui pour la redistribution. Marie-Dominique de Suremain insiste : la reconnaissance de la voix des femmes dans l'espace public est allée de pair avec un travail en interne aux mouvements pour apprendre la reconnaissance de soi (par le plaisir, l'émotion, le droit au repos).

Du pratique au stratégique via la conscientisation : l'histoire de l'*empowerment* est liée aux mouvements des femmes des

Suds dans le champ du développement. Améliorer les besoins pratiques et conquérir des changements stratégiques sont allés de concert : ce numéro met en évidence que le combat des féministes de terrain des années 1980, comme Marie-Dominique de Suremain par exemple, à propos des femmes pauvres du Sud, se retrouve en un sens dans les analyses des manières de faire des femmes cadres à Toulouse aujourd'hui, telles que décrites par Nathalie Lapeyre : celles-ci utilisent, en lien avec leur compréhension de leur contexte d'action, et en les détournant, les objectifs et les moyens de gestion des carrières et de formation du personnel d'une firme mondialisée. Ce qui se joue pour Marie-Dominique de Suremain, c'est de ne jamais séparer la conscience de la domination et l'estime de soi, de la qualité des relations humaines au sein même du groupe en lutte. L'*empowerment* est présent à toutes ces échelles.

Interroger le sens des processus d'émancipation des femmes

Comment se caractérisent les voies de l'émancipation qui se dessinent en filigrane des différentes contributions du numéro ? Les articles mettent la focale sur deux grilles de lecture possibles et non antagonistes des rapports de pouvoir femmes-hommes : à la fois la reproduction, voire l'accroissement des rapports de domination, mais également les perspectives de production et d'émancipation des femmes qui en découlent, à travers différentes modalités d'action, de résistance, de jeu ou de subversion des normes. L'apparition de formes d'émancipation des femmes, émancipation économique, mais aussi émancipation symbolique et émancipation politique — tout au moins sous une forme partielle et inachevée — sont les attendus du processus d'*empowerment* à l'œuvre. Plusieurs contributions soulignent que la mobilisation chez les personnes de capacités d'analyse pour agir ouvre la voie aussi à la mobilisation de ces mêmes capacités d'analyse pour résister au regard des contraintes structurelles.

Alexis Annes et Wynne Wright établissent que la diversification agricole prise en charge par les femmes sur les fermes en

France et aux États-Unis est une voie de résistance à la domination masculine tout en leur permettant, en ayant leurs activités propres, de sortir de l'invisibilité sociale. Cela autorise aussi, dans une certaine mesure, de redistribuer les cartes des rapports de pouvoir patriarcaux garants de leur subordination, présents aussi bien sur les exploitations agricoles françaises que états-uniennes. Cela passe notamment par le choix de la carrière ou 'pouvoir de' pratiquer l'agriculture ; par la participation à un collectif plus large en lien direct avec les consommatrices et les consommateurs de produits agricoles ou 'pouvoir avec'. De même on peut souligner les 'bénéfices psychosociaux' ou 'pouvoir intérieur', amenés par le biais des deux modalités précédentes du processus d'*empowerment*, et largement exprimés par les agricultrices en termes de 'bien-être' individuel, de bénéfices relationnels, de lutte gagnée contre l'isolement et l'atomisation du métier, *etc.* Il n'en reste pas moins que la diversification agricole — qui passe par des formes diverses telles que le développement et l'inscription dans des circuits courts de distribution, la transformation directe des produits de la ferme, les activités d'agritourisme, l'accueil à la ferme, *etc.* — ne permet pas totalement aux femmes d'échapper à ses cadres normés. Celle-ci est aussi susceptible de réactiver les formes les plus clivantes de centration et d'assignation des femmes sur les activités proches du foyer, du *care* et de la sphère domestique ou proches des lieux professionnels d'exploitation, au regard des forts enjeux de disponibilité permanente afférents à la nature même de ces activités de travail (productions animales ou végétales). De même, la distance à la mécanisation et à la maîtrise de la technique semble toujours aussi marquée pour les femmes agricultrices (Tabet 1979). Que les raisons tiennent à la division sexuée du travail traditionnelle, à l'autocensure, au rejet du modèle dominant d'agriculture ou encore au moindre accès aux capitaux financiers, elles découlent bien d'une même logique de domination masculine et capitaliste à l'œuvre.

L'esprit du capitalisme souffle aussi particulièrement sur les discours et dans les actions des entreprises et des grandes organisations internationales qui cherchent à '*empowerer*' les femmes cadres afin de féminiser la pyramide de la hiérarchie des carrières. Cette dernière leur est particulièrement hermétique, et

les femmes cadres techniques et cadres dirigeantes restent toujours d'autant plus rares que l'on se rapproche du sommet. Comme le montre l'article de Nathalie Lapeyre, la mise en place de dispositifs de formation spécifiques pour les femmes au sein d'une grande organisation aéronautique est directement en prise avec la volonté de positionnement des femmes cadres et ingénieures dans une logique de performance ou de mobilisation en vertu de leur prétendue — et attrayante — rentabilité économique sur le marché. Une logique similaire se retrouve par ailleurs dans les discours des instances internationales qui se sont emparées des logiques de l'*empowerment* des femmes. L'autrice développe trois manières d'analyser et de percevoir le sens de l'*empowerment* au sein des organisations de travail.

À côté de deux visions peu émancipatrices d'un point de vue féministe (méconnaissance ou allégeance aux discours et aux visions libérales de l'organisation), émerge une sorte de 'troisième voie' qui laisse la place à de nouvelles formes d'émancipation des femmes cadres et ingénieures ou '*empowerment* transformatif'. En écho à d'autres articles du numéro, ce processus d'*empowerment*, qui passe par des moments collectifs et de partage, peut aussi rejoindre les registres de la joie et du plaisir lors de moments d'échange dans la découverte d'un entre-soi non mixte. Du point de vue du processus d'émancipation, l'intérêt de cet '*empowerment* transformatif' réside particulièrement dans le fait que certaines femmes cadres et ingénieures développent une logique de détournement, de réinterprétation, de sortie des cadres normatifs de l'organisation (la fameuse 'performance' des femmes) et de la formation, particulièrement individualiste et atomisant pour les femmes, pour favoriser le collectif, le lien social, les réseaux et les nouveaux projets. Si le qualificatif de 'féminisme' ou de 'féministe' reste toutefois tabou, aussi bien pour les professionnelles enquêtées que pour le cadre organisationnel qui permet le développement de ces formations à visée d'*empowerment* et de développement des potentiels de carrières, la contribution de Nathalie Lapeyre montre que dans les interstices d'un cadre normé, il est possible de voir émerger des formes nouvelles d'émancipation, y compris là où ces dernières ne sont pas attendues *a priori*, tout au moins pas de cette manière.

En quelque sorte, le désir de liberté d'action qui est au cœur de l'*empowerment* est soumis à une relecture par les femmes elles-mêmes. Les normes sociales ne sont pas seulement oppressives ; elles construisent les sujets femmes et hommes, et sont propices à leur réalisation comme le rappelle Isabelle Guérin (en citant Saba Mahmood). Finalement, tous les articles reconnaissent l'emprise aujourd'hui dominante d'un *empowerment* qui rime plus avec un projet individuel (dans une perspective de psychologie cognitive) qu'avec celui d'engagement pour un collectif. Pourtant, et c'est un des messages forts des articles, l'*empowerment* a été décrit au départ comme un processus politique (et pas seulement comme un outil d'émancipation) qui permet d'accompagner le sujet dans sa reconnaissance et compréhension des contextes historiques de construction des rapports de force. L'*empowerment* favorise ainsi une conscience de la nature du pouvoir dans lequel et à partir duquel les acteurs et actrices agissent. C'est en particulier ce qui est en jeu dans le contexte de l'élargissement des rapports marchands (articulés à l'adaptation des rapports patriarcaux) à de nouveaux sujets (le travail des femmes, l'accès au micro-crédit) par la mondialisation néolibérale, à de nouveaux territoires (les pays émergents), à de nouveaux objets (les corps et notamment ceux des femmes, les soins), à de nouvelles formes de mise au travail des femmes (précarisation, flexibilité, informalité). Ainsi, les différents articles du numéro montrent en quoi et comment le concept d'*empowerment* traverse différents niveaux d'analyse de la réalité : la sphère économique et le marché, les sphères de réciprocité, la sphère domestique et la sphère politique (de redistribution) selon une approche polanyienne.

Mais tous les articles concluent sur l'importance de l'articulation entre la confiance et l'estime de soi avec l'intégration dans un processus incluant la communauté, la coopération et la solidarité. Les articles citent explicitement ou pas les liens avec la perspective du *care* dans le sens d'une reconnaissance affective car « *il faut faire un effort contre nos cadres de pensée militants pour comprendre que créer les conditions qui permettent de donner du care à celles qui n'en ont pas eu assez, ce n'est pas de la charité, c'est politique* » (Molinier 2013, p. 205). Nous rejoignons ainsi les propos de Soumaya Mestiri dans son

ouvrage *Décoloniser le féminisme* (2016), où le chapitre « Le care au secours de l'empowerment » s'inscrit dans cette même veine : « Le care ne peut qu'éveiller l'intérêt de ceux qui dénoncent une certaine 'colonialité du genre', à l'œuvre dans les stratégies d'empowerment », écrit-elle. « C'est plus précisément, dans son aptitude à décoloniser le genre [...] que se lit [...] le potentiel du care et la possibilité d'un empowerment véritable » (Mestiri 2016, p. 128). La lutte contre la domination peut prendre plusieurs dimensions, pas toujours spectaculaires, et liées au « micro-politique » (Paperman 2013). Les femmes et les collectifs dans lesquelles elles sont insérées, y compris à partir des expériences dans lesquelles elles sont impliquées qui utilisent les outils de l'empowerment, peuvent pervertir l'approche dominante, par la reformulation et la recontextualisation.

L'empowerment, l'ombre portée à la domination ?

Les différentes contributions du dossier montrent que l'empowerment est à la fois un phénomène, un prisme d'analyse sociologique du pouvoir, un outil comme un processus, etc. Elles soulignent l'intérêt heuristique de l'analyse des dynamiques individuelles et des dynamiques collectives en « articulation organique » (Haicault 2012, p. 21) pour penser les nouvelles formes d'émancipation des femmes. Les articles témoignent ainsi de la multiplicité des visages de l'émancipation en fonction des contextes : la création de nouvelles formes de sociabilité, la mise à distance ou la sortie de certaines assignations, l'importance émancipatrice des réseaux de femmes. L'émancipation qui en résulte n'est certes pas frontale, mais s'appréhende à partir de 'petits pas' au sein des espaces de négociations qui s'ouvrent par le biais du processus d'empowerment : reconnaissance individuelle, identité sociale nouvelle, propositions singulières des femmes versus combats liés aux conditions de vie immédiate et qui mettent en jeu leur communauté, en lien avec leur inscription locale, territoriale, qui (re)travaillent les liens corps/territoire. Si les voies de cette émancipation restent restreintes, elles existent néanmoins. Envisagée dans une perspective féministe, l'analyse des processus d'empowerment ouvre incontestablement des voies et apparaît comme une piste féconde

pour « *penser les chemins de l'émancipation des femmes* » (Fraisie 2016).

Travailler sur le pouvoir n'a pas toujours été une évidence pour les mouvements féministes qui auraient longtemps fonctionné, comme le rappelle Magdalena León, sur le mythe selon lequel « *les féministes ne s'intéressent pas au pouvoir* », qu'il s'agisse du pouvoir en œuvre au sein du mouvement ou du pouvoir comme source de transformation. L'analyse du 'pouvoir sur' permet la possibilité de penser les résistances. Entrer par l'*empowerment*, c'est partir du vécu et du point de vue situé des opprimé·e·s : d'où la mise en évidence de la diversité des formes d'oppression et des luttes (y compris au sein des 'groupes' femmes bien sûr, comme le souligne Isabelle Guérin).

Les articles du numéro montrent particulièrement bien comment l'analyse se doit de prendre en compte à la fois la dimension individuelle et collective de l'*empowerment* : la centration sur la première dans les textes, les discours et les pratiques est vaine si est perdue de vue la perspective d'émancipation des femmes par le collectif et la dimension potentiellement féministe de la démarche. Cela fait apparaître par ailleurs une double contradiction, d'une part entre, selon les contextes, la mise en avant d'une dynamique individuelle ou collective de l'*empowerment* ; d'autre part, l'usage de l'*empowerment* dans des contextes autres que féministes, instaurant un dialogue sur les usages du terme entre mouvements sociaux divers et mouvements féministes.

Hélène Guétat-Bernard et Nathalie Lapeyre

L'œuvre de l'anthropologue matérialiste Paola Tabet est présentée par Marie-Élisabeth Handman dans la rubrique « Lecture d'une œuvre ». Céline Béraud, Corinne Rostaing et Claire de Galembert s'intéressent aux femmes 'radicalisées' en prison et au statut différencié selon le genre des aumôniers et aumônières musulmanes, tandis que Mohammad Taghi Karami Ghahi, Tahereh Khazaei et Éric Macé s'intéressent aux paradoxes de la modernisation des rapports de genre dans l'islam chiite d'Iran.

Les *Cahiers du genre* rendent hommage à Colette Guillaumin, disparue le 10 mai 2017, à travers deux contributions : un

article d'Hourya Bentouhami et Nacira Guénif-Souilamas et une note de lecture consacrée à la réédition de *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*.

Références

- Alcoff Martín Linda (1998). *Visible Identities: Race, Gender and the Self*. London, Oxford University Press.
- Bacqué Marie-Hélène, Biewener Carole (2013a). *L'empowerment, une pratique émancipatrice*. Paris, La Découverte.
- (2013b). « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? ». *Idées économiques et sociales*, n° 173.
- Batliwala Srilatha (2010). "Feminist Leadership for Social Transformation: Clearing the Conceptual Cloud". New Delhi, Creating Resources for Empowerment in Action (CREA).
- Biewener Carole, Bacqué Marie-Hélène (2011). « Empowerment, développement et féminisme : entre projet de transformation sociale et néolibéralisme ». In Bacqué Marie-Hélène, Sintomer Yves (eds). *La démocratie participative : histoire et généalogie*. Paris, La Découverte.
- Calvès Anne-Emmanuèle (2009). « 'Empowerment' : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement ». *Revue Tiers Monde*, n° 200.
- Charlier Sophie (2006). « L'analyse de l'empowerment des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique ». In Auroi Claude, Yépez Isabel del Castillo (eds). *Économie solidaire et commerce équitable. Acteur et actrices d'Europe et d'Amérique latine*. Louvain, Presses universitaires de Louvain UCL/IUED.
- (2011). « Empoderamiento des femmes par l'économie populaire solidaire : participation et visibilité des femmes en Bolivie ». In Guérin Isabelle, Hersent Madeleine, Fraisse Laurent (eds). *Femmes, économie et développement*. Toulouse, Érès.
- Christin Olivier (ed). *Dictionnaire des concepts nomades en sciences humaines*. Paris, Métailié.
- Dane Carole (2007). « L'empowerment, un concept pour la France ? ». *Vie sociale*, n° 2.
- Destremau Blandine (2013). « Au four, au moulin... et à l'empowerment. La triple captation du travail des femmes dans le développement ».

- In Maruani Margaret (ed). *Travail et genre dans le monde : l'état des savoirs*. Paris, La Découverte.
- Fortin-Pellerin Laurence (2006). « Contributions théoriques des représentations sociales à l'étude de l'empowerment : le cas du mouvement des femmes ». *Journal international sur les représentations sociales*, vol. 3, n° 1.
- Fraisse Geneviève (2016). *La sexuation du monde. Réflexions sur l'émancipation*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Guérin Isabelle (2011). « Les effets insoupçonnés de la microfinance ». *Travail, genre et sociétés*, n° 25.
- Haicault Monique (2012). « Autour d'agency. Un nouveau paradigme pour les recherches de Genre ». *Rives méditerranéennes*, n° 41.
- Harding Sandra (ed) (1987). *Feminism and Methodology: Social Science Issues*. Bloomington, Indiana University Press.
- Jouve Bernard (2006). « Éditorial. L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement ». *Géographie, économie, société*, vol. 8, n° 1.
- Kabeer Naila (2001). "Reflections on the Measurement of Women's Empowerment". In Sisask Anne (ed). *Discussing Women's Empowerment: Theory and Practice*. Stockholm, Sweden, SIDA studies n° 3. Swedish International Development Cooperation Agency.
- Le Bossé Yann (2003). « De l'habilitation au pouvoir d'agir : vers une appréhension plus circonscrite de la notion d'empowerment ». *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 16, n° 2.
- León Magdalena (ed) (1997a). *Poder y empoderamiento de las mujeres*. Bogotá, Tercer Mundo.
- (1997b). "El empoderamiento en la teoria y practica del feminismo". In Magdalena León (ed) (1997a).
- Lukes Steven (1974). *Power: A Radical View*. London, Macmillan.
- Marchand Marianne, Parpart Jane (eds) (1995). *Feminism / Posmodernism / Development*. London, Routledge.
- Marteu Élisabeth (2012). « Des usages de l'empowerment, du genre et du féminisme dans les associations de femmes bédouines du Néguev (Israël) ». *Cultures & conflits*, n° 83.
- Mestiri Soumaya (2016). *Décoloniser le féminisme. Une approche transculturelle*. Paris, Vrin.
- Molinier Pascale (2013). *Le travail du care*. Paris, La Dispute « Le genre du monde ».
- Paperman Patricia (2013). *Care et sentiments*. Paris, Puf.

- Rowlands Jo (1997). *Questioning Empowerment: Working Women in Honduras*. London, Oxfam.
- Stromquist Nelly (2002). "Education as a Means for Empowering Women". In Parpart Jane, Rai Shirin, Staudt Kathleen (eds). *Rethinking Empowerment: Gender and Development in a Global/Local World*. London & New York, Routledge.
- Tabet Paola (1979). « Les mains, les outils, les armes ». *L'homme*, vol. 19, n° 3-4 [rééd. In Tabet Paola (1998). *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*. Paris, L'Harmattan « Bibliothèque du féminisme »].